



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

MALI: la mission de l'ONU quitte son camp, aussitôt occupé par les rebelles	Page 2
Arménie, civilisation en péril	Page 4
Attaque contre Israël : le Hamas "paiera un prix sans précédent" pour sa "guerre", déclare le Premier ministre Benyamin Nétanyahou	Page 8
Attaque du Hamas Israël a bien été averti trois jours avant l'assaut, selon un élu américain	Page 9
L'explosion de l'hôpital de Gaza, le grand mensonge du Hamas	Page 10
On vous explique pourquoi les Etats-Unis ont bombardé des positions en Syrie, en réponse à des attaques attribuées à l'Iran	Page 14
Comment Israël peut localiser et libérer ses otages	Page 17
Guerre en Ukraine ce que l'on sait de l'offensive russe à Avdiïvka	Page 19
Drones militaires : la Chine dit que le gouvernement de Taïwan risque une guerre dangereuse	Page 22
Entre les États-Unis et la Chine "une grande guerre approche", assure un haut gradé de l'armée	Page 23
La leader taïwanaise face à la menace chinoise. Entretien avec Arnaud Vaulerin	Page 25
La Cour des comptes s'inquiète de la capacité du Service de santé des Armées à assurer ses missions	Page 29
Près de 20 000 militaires de l'armée de Terre potentiellement concernés par les JOP 2024	Page 32



Mali : la mission de l'ONU quitte son camp, aussitôt occupé par les rebelles

Article de AFP • 6h



Photo diffusée par la Minusma, le 25 octobre 2023, montrant des soldats tchadiens de la Minusma se dirigeant en convois vers Gao, après avoir quitté leurs bases de Tessalit et d'Aguelok, au nord du Mali© -

La rébellion séparatiste à dominante touareg a revendiqué mardi avoir pris le contrôle d'un camp tout juste évacué par la mission de l'ONU dans la ville stratégique de Kidal, enjeu majeur de la bataille pour le territoire entre l'Etat central et les groupes armés.

Les groupes qui viennent de reprendre les armes contre l'Etat malien ont occupé le camp sitôt celui-ci délaissé par

la Minusma, a confirmé à l'AFP un élu local s'exprimant sous le couvert de l'anonymat compte tenu de la sensibilité du sujet.

Le Cadre stratégique permanent (CSP) "prend désormais le contrôle des emprises abandonnées par la Minusma à Kidal", a dit dans un communiqué cette alliance de groupes armés.

Un convoi de Casques bleus composé de plus de cent véhicules avait auparavant quitté le camp en une colonne de plus de cent véhicules en direction de Gao, grande ville du nord à environ 350 km, avaient indiqué des sources au sein de la mission. C'est le troisième et dernier camp évacué par la Minusma dans la région de Kidal, après Tessalit et Aguelhok.



Photo diffusée par la Minusma, le 25 octobre 2023, montrant un convoi de soldats tchadiens de la Minusma aux abords de Gao, après avoir quitté leurs bases de Tessalit et d'Aguelok, au nord du Mali© -

La question de la réponse de la junte au pouvoir à la prise de contrôle du camp de Kidal par les séparatistes est désormais posée.

La récente dégradation sécuritaire entre tous les acteurs armés se disputant le contrôle du terrain dans le nord (séparatistes, jihadistes, armée

régulière) a poussé la Minusma à accélérer son retrait de ses bases, à la grande irritation de la junte.

La Minusma envisageait initialement de décrocher de Kidal plutôt vers la mi-novembre.

La vaste et délicate opération d'évacuation de Kidal était anticipée depuis des semaines comme la plus inflammable de celles conduites par la Minusma depuis août.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Kidal est en effet sous le contrôle de la rébellion à dominante touareg. Ces groupes qui avaient conclu un cessez-le-feu et un accord de paix avec le gouvernement en 2014 et 2015 viennent de reprendre les hostilités dans la perspective du désengagement de la Minusma. Ils s'opposent à ce que la Minusma remette ses camps aux autorités maliennes.



Combattants du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) en patrouille à Kidal, le 28 août 2022 dans le nord du Mali © SOULEYMANE AG ANARA

Les colonels qui ont pris le pouvoir par la force en 2020 ont fait de la restauration de la souveraineté territoriale leur mantra.

L'insoumission de Kidal, foyer historique de rébellions indépendantistes qui secouent le Mali depuis l'indépendance et région où l'armée a subi

d'humiliantes défaites entre 2012 et 2014, est un vieux motif d'irritation à Bamako.

L'armée malienne a dépêché le 2 octobre un important convoi en direction de Kidal en prévision du départ de la Minusma. La colonne se trouverait encore à Anéfis, à environ 110 km au sud de Kidal. L'armée a aussi envoyé des renforts à Tessalit, à environ 200 km de Kidal.

Kidal est le huitième camp que la Minusma quitte depuis août dans le nord et le centre, sur une douzaine. Elle se retire dans la précipitation et sous la menace.

- Obstructions -

La junte a réclamé et obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU en juin, après des mois de dégradation des relations avec la Minusma, le départ de la mission déployée depuis 2013 dans ce pays en proie au jihadisme et à une profonde crise multidimensionnelle.

La junte a affirmé "l'échec" de la mission et dénoncé "l'instrumentalisation" qu'elle aurait faite de la question des droits humains.

La Minusma, dont les effectifs ont tourné autour des 15.000 soldats et policiers et dont plus de 180 membres ont été tués dans des actes hostiles, est censée être partie d'ici au 31 décembre.

Des responsables onusiens admettent que l'évacuation des camps de la région de Kidal est encore plus compliquée que prévu, du fait des tensions qui menacent les personnels, mais aussi des entraves mises par la junte.

En même temps que les séparatistes reprenaient les combats, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), alliance jihadiste affiliée à Al-Qaïda, a multiplié les attaques contre les positions de l'armée, profitant des circonstances pour affermir son emprise et poursuivre le combat contre l'Etat et toute présence étrangère.

La Minusma, qui avait fait en sorte au départ de remettre ses camps aux autorités maliennes suivant les règles des opérations de maintien de la paix, part désormais sans le faire.



Les relations déjà dégradées entre la junte et la Minusma ont continué à se tendre avec le retrait des Casques bleus.

La Minusma se plaint de la non délivrance d'autorisations de vol qui la force à entreprendre de longs et dangereux trajets par la route en s'exposant aux attaques et aux engins explosifs improvisés des jihadistes.

Elle rapporte aussi les obstructions faites au déplacement de ses convois et dit avoir dû détruire ou mettre hors d'usage des équipements faute d'avoir pu les emporter.

kt-sd-lal/ybl

Arménie, civilisation en péril

L'épuration ethnique entreprise au Haut-Karabakh pourrait s'étendre au sud de l'Arménie si l'Occident continue de conjuguer cynisme, indifférence et lâcheté.

Par Franz-Olivier Giesbert



Publié le 05/10/2023 à 06h45,
mis à jour le 06/10/2023 à
21h14

***Prière dans l'église de Goris
(sud-est de l'Arménie), le
24 septembre. La crainte
d'une nouvelle offensive
hante les populations.***

© ANTOINE AGOUDJIAN

L'Arménie, c'est toujours la même histoire qui recommence, dans une indifférence quasi générale. Une tragédie

répétitive à travers les siècles : celle d'un peuple chassé, massacré, génocidé, mais qui renaît chaque fois de ses cendres ou de son cadavre, comme le Phénix de l'Antiquité gréco-romaine.

En plus, il a plusieurs handicaps importants. Il est chrétien, ce qui n'est pas bien porté dans cette partie du monde, l'Asie occidentale, ni même dans notre vieille Europe, rongée par la haine de soi. Il n'a pas de gaz ni de pétrole, contrairement à ses tortionnaires de l'Azerbaïdjan. Il n'a pas, comme son ennemie de toujours, la Turquie, une armée de 735 000 soldats et un président qui, grâce à la position stratégique de son pays au cœur de l'Otan, peut jouer les maîtres-chanteurs avec l'Europe, la Russie et les États-Unis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5



Qui n'est jamais allé en Arménie, petit pays de moins de 3 millions d'habitants coincé entre la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Iran, son unique « ami », ne peut comprendre l'extraordinaire résilience de ce peuple porté par sa foi, sa gloire d'antan et sa magnificence sous le règne de Tigrane II le Grand, qui se faisait appeler « le roi des rois », quelque temps avant notre ère. J'ai fait là-bas des réserves d'éblouissements pour plusieurs vies, en particulier devant l'hallucinant chapelet des monastères déifiques, perchés sur leurs montagnes molles ou à pic : Noravank, Tatev, Haghpats, Sanahin, etc.

En terre hostile. Je n'ai sans doute jamais ressenti autant d'émotion devant un paysage qu'au monastère de Noravank, notamment, quand je me suis retrouvé au milieu du ciel, les cheveux dans les nuages, devant un moine géant et barbu qui en imposait comme une montagne. Si vous en avez assez de votre condition d'athée ou d'agnostique, essayez donc les monastères arméniens, tant qu'il en restera sur cette terre : ils vous apprendront la lumière, celle qui nous éclaire à l'intérieur.

Ces monastères seront-ils bientôt détruits comme l'ont été à peu près tous les monuments arméniens conquis par les ancêtres des actuels satrapes musulmans d'Istanbul ou de Bakou, à



l'instar de l'extraordinaire cité médiévale d'Ani, à l'est de la Turquie ? Surnommée « la ville aux mille et une églises », Ani subjuguait Marco Polo avant d'être vandalisée et détruite, au siècle dernier. Pendant la guerre du Haut-Karabakh, en 2020, la cathédrale de Chouchi a été bombardée comme une vulgaire cible militaire par les forces turco-azerbaïdjanaises. Massacrer les Arméniens ne suffit pas à leurs persécuteurs. Il faut effacer toutes les traces. D'où les ethnocides, les culturocides, les églisocides.

Patrimoine de l'humanité. Construit entre le X^e et le XIII^e siècle, le monastère de Tatev, au sud-est du pays, fut un grand centre intellectuel arménien au XV^e siècle. © ©Chris STOWERS/PANOS-REA

Après la chute de la république d'Artsakh, enclave en terre hostile azerbaïdjanaise, la quasi-totalité de la population a trouvé refuge en Arménie. Il n'est pas sûr qu'elle y trouve la paix et le repos. Lors de leur « sommet », lundi 25 septembre, l'échange sur l'Arménie entre Erdogan et Aliiev, rongés par leur hubris, devait ressembler à une conversation de bouchers devant la carcasse à débiter : « Commençons par le corridor de Zanguezour. – Prenons dans la foulée tout le Syunik, c'est une région riche en minéraux. – Et puis mettons la main sur Erevan. » À en croire le führer azéri, Erevan, la capitale de l'Arménie, arménienne depuis près de trois mille ans, aurait toujours été une ville... azerbaïdjanaise. Première nouvelle. Dans ces



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

La Russie était jusqu'à présent la mère protectrice des Arméniens. Juste retour des choses : pendant la Seconde Guerre mondiale, quand elle faisait partie du bloc soviétique, l'Arménie lui a donné de grands généraux et a pris cher – avec proportionnellement un très grand nombre de victimes. La page est désormais tournée. Embourbé en Ukraine, Poutine est devenu l'obligé d'Erdogan et d'Aliev, ce dernier l'aidant à contourner les sanctions en vendant à l'Europe du gaz russe tamponné Azerbaïdjan. Ils peuvent compter sur lui. S'il lui restait encore une once d'honneur, le mini-tsar russe l'aurait perdue à jamais.

« **N'ayez pas peur** ». Face au mauvais sort, le peuple arménien reste toujours de marbre, avec ce mélange de bravoure et de fatalisme qui résume le caractère national. Si ce peuple avait une devise, ce serait l'injonction biblique que l'on retrouve 365 fois dans les Écritures : « *N'ayez pas peur.* » Il pourrait faire sienne aussi la formule de Georges Bernanos dans son *Dialogue des carmélites* : « *Je meurs chaque nuit pour ressusciter chaque matin.* » C'est peut-être ce qui explique la frénésie de ses ennemis, leur extrême violence, leur fièvre d'éradication. Ils ont eu beau l'écraser, c'est quand ils croient en avoir fini avec l'Arménie qu'elle ressort de terre, comme pour les narguer. Elle n'a jamais dit son dernier mot.



Les nuits d'Erevan. Dans la capitale arménienne, le 29 septembre. © ANTOINE AGOUDJIAN

« **Ce petit peuple a commencé à m'apparaître comme un peuple de géants** », a écrit (1) le grand écrivain russe d'origine ukrainienne Vassili Grossman (1905-1964). Pour l'heure, les Arméniens sont chassés de l'Artsakh et s'ils sont massacrés par leurs bourreaux azerbaïdjanais, c'est, de préférence, dans les coins sombres, à l'abri des regards. La communauté internationale ne s'en émeut donc pas. Pour complaire à ses grands électeurs musulmans de l'ONU, l'ancien Premier ministre socialiste du Portugal Antonio Guterres, le secrétaire général du « *Machin* », comme disait de Gaulle, proteste contre l'interdiction de l'abaya en France, mais n'a pas un mot pour les Arméniens qui ont, il est vrai, le malheur d'être chrétiens. Quant à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, elle est, pour une fois, au diapason avec Charles Michel, le président du Conseil européen : elle en pince pour Aliev, le numéro un azerbaïdjanais, qu'elle qualifie de « *fiable* ». Honte à eux, qui lui ont donné un permis de tuer. Et la nomenclature européenne d'inviter le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, à négocier avec les agresseurs, comme si c'était facile pour lui, quand il a le couteau sous la gorge, la corde au cou et le pistolet sur la tempe ! Nos lâchetés et nos hypocrisies d'aujourd'hui préparent les conflits de demain : après l'Arménie, l'heure de la Grèce viendra. C'est l'autre obsession ottomane ; la Grèce l'a payé très cher, dans le passé, avec des tueries à répétition.

Apathie. Ni la France ni l'Europe ne mourront pour l'Arménie, c'est entendu. Contrairement à ce que prétend l'internationale de la pétouche, il ne s'agit pas de déclarer la guerre à la mafia turque Erdogan-Aliev mais de faire notre métier d'humain et de condamner avec véhémence ses crimes passés ou à venir avant de mettre en place une force d'interposition de l'ONU. Apparemment, c'est déjà trop demander. Comment notre vieux monde a-t-il pu tomber à un tel niveau de soumission, d'abjection ? Tout a été dit sur les millions d'euros déversés par l'Azerbaïdjan sur les élus ou les fonctionnaires européens. En France, quelques-un(e)s de nos parlementaires – n'oublions surtout



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

pas le féminin – en ont croqué, il suffit de se reporter à leurs déclarations passées. Mais la corruption des « élites » ne saurait expliquer à elle seule l'apathie du monde devant la tragédie arménienne. Déterminante aura sans doute été la christianophobie. Quand les populations majoritairement musulmanes de Bosnie ou du Kosovo ont été menacées d'épuration ethnique et religieuse, toutes les bonnes consciences se sont dressées. Pour les Arméniens, on attend toujours. Notre lamentable attitude des derniers jours rappelle, à cet égard, la criminelle indolence occidentale quand fut perpétré le grand génocide arménien de 1915 par l'État turc (1,8 million de morts).

À l'époque, là encore, était tombée sur le monde une lourde chape de plomb, qu'essayaient de soulever plusieurs personnalités. Un futur grand historien britannique, Arnold Toynbee, alors âgé de 26 ans, se trouvait en Turquie au moment des faits et publia quelques mois plus tard un livre majeur, régulièrement réédité depuis, où tout était dit : *Les Massacres des Arméniens, sous-titré Le Meurtre d'une nation (1915-1916)* (2). Exemples à l'appui, il y dénonce avec méticulosité un crime de masse et d'État, de l'État turc. « *Le gouvernement central, conclut Toynbee, imposait et contrôlait la mise à exécution du plan que lui seul avait conçu.* »



Spiritualité. L'archevêque Parkev Mardirossian, primat du diocèse d'Artsakh – ici, en 2016, près de la cathédrale Saint-Sauveur de Chouchi, qui a été bombardée en 2020 par les forces turco-azerbaïdjanaises. © ANTOINE AGOUDJIAN

« **Un peuple qui ne veut pas mourir ne meurt pas** », déclarait l'arménophile Anatole France, écrivain délicieux, dans un discours à la Sorbonne, en 1916. A priori, toute l'Histoire nous prouve le contraire. Mais l'Arménie éternelle, celle qui nous accueille encore aujourd'hui, avec ses traditions ancestrales, semble lui donner raison. Les menaces permanentes d'extermination proférées par ses voisins n'empêchent pas son peuple de continuer à vaquer tranquillement à ses occupations, dans des paysages à couper le souffle. Le martyr est une habitude à prendre. Le grand poète arménien Hovhannès Chiraz (1914-1984) a tout dit sur l'âme de son pays dans son célèbre *Impromptu* : « *Nous étions en paix comme nos montagnes/ Vous êtes venus comme des vents fous/ Nous avons fait front comme nos montagnes/ Vous avez hurlé comme des vents fous/ Éternels nous sommes comme nos montagnes/ Et vous passerez comme des vents fous.* »

Foutriquets. À la messe, les églises dominicales sont toujours pleines et on y chante « juste », à gorge déployée, au milieu des parfums d'encens. La nuit, Erevan ressemble à Palo Alto : les « bobos » internationaux de la high-tech prennent possession de la capitale où confluent au petit matin des vieilles dames en fichu qui vendent, par terre, sur les trottoirs, des framboises, deux courgettes et trois oignons. L'Arménie, c'est le pays où les vaches paissent en liberté et où il ne faut pas s'inquiéter quand on perd son portefeuille : il vous sera toujours rapporté ! C'est aussi la patrie d'extraordinaires spécialités culinaires, comme le divin *djingialov hats*, un lavash (pain traditionnel arménien) fourré d'un mélange d'une vingtaine d'herbes ou de plantes du Karabakh, coupées fines, le tout cuit à la poêle. Comme aurait dit Chirac : « *C'est le petit Jésus en culotte de velours qui descend dans l'œsophage !* »



Il fut un temps où nous avions, en France, des hommes d'État dignes de ce nom. Aujourd'hui, les foutriquets de la gauche, planqués dans leurs abris, ne connaissent même pas leurs classiques. Rappelons-leur. Le 15 mars 1897, à la tribune de la Chambre des députés, l'immense Jean Jaurès, leur ancêtre, tenait des propos qui restent d'une actualité inouïe, au sujet des Arméniens exterminés,

par centaines de milliers, tandis que leurs églises étaient détruites, sous la férule du sultan Abdülhamid II, 98^e calife de l'islam : « *Lorsque le sultan voit que, pendant trois années, il a pu, grâce au sommeil complaisant de l'Europe, conduire impunis des massacres qui n'ont pas de précédents dans les derniers siècles de l'histoire humaine* » et que, « *au lieu de se tourner vers les populations opprimées* », cette dernière a « *pour première démarche* » de se faire « *la servante de ses intérêts à lui* », ce sultan peut se dire « *qu'il tient l'Europe entre ses mains, qu'il peut, à son gré, se jouer d'elle* ».

Attaque contre Israël : le Hamas "paiera un prix sans précédent" pour sa "guerre", déclare le Premier ministre Benjamin Nétanyahou



Article rédigé par Louis Boy, Catherine Fournier - France Télévisions

Publié le 07/10/2023 07:48



Des voitures en feu après une attaque à la roquette depuis la bande de Gaza à Ashkelon, dans le sud d'Israël, le 7 octobre 2023. (AHMAD GHARABLI / AFP)

Le mouvement palestinien revendique avoir tiré "5 000 roquettes". De son côté, l'armée israélienne alerte sur l'intrusion de "terroristes" sur son territoire.

Ce qu'il faut savoir

Les sirènes d'alerte ont retenti à l'aube. Des centaines de roquettes ont été tirées depuis la bande de Gaza vers Israël, samedi 7 octobre. La branche armée du Hamas a annoncé dans la foulée avoir déclenché l'opération "déluge d'Al-Aqsa" contre Israël. Ces tirs de roquette ont fait au moins un mort, une femme d'une soixantaine d'années, et 15 blessés, selon les secours israéliens. Dans le même temps, l'armée israélienne, citée par le quotidien israélien *Haaretz*, affirme que des terroristes se sont infiltrés depuis Gaza par "la mer, les airs et la terre". Selon la même source, des combats sur le sol israélien sont en cours et un élu local a été tué lors d'échanges de tirs avec des assaillants. Le Hamas "paiera un prix



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

sans précédent" pour sa "guerre", a déclaré le Premier ministre Benjamin Nétanyahou. Suivez l'évolution de la situation en direct.

Des frappes aériennes israéliennes en représailles. Le mouvement islamiste palestinien a déclenché "une guerre contre l'Etat d'Israël", a réagi le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant.

En représailles, l'armée israélienne a annoncé que plusieurs "dizaines (de ses) avions de combat (étaient) actuellement en train de frapper un certain nombre de cibles" du Hamas sur dans la bande de Gaza.

Des habitants de Gaza fuient leurs maisons. "Nous avons décidé de mettre un terme à tous les crimes de l'occupation" et "plus de 5 000 roquettes" ont été tirées depuis samedi matin, a déclaré Mohammad Deif, commandant des Brigades Ezzedine al-Qassam, dans un enregistrement audio diffusé par Al-Aqsa TV, chaîne de télévision du Hamas, mouvement islamiste au pouvoir à Gaza. Sans doute par crainte d'une réplique, des centaines d'habitants du nord-est de la bande de Gaza ont fui leurs maisons pour se diriger plus vers l'intérieur du territoire, a constaté une journaliste de l'AFP.

La fin de la trêve observée depuis mai. Cette opération revendiquée par le Hamas met fin à une trêve globalement respectée depuis la fin d'une guerre de cinq jours en mai. Israël avait alors lancé une offensive contre le Jihad islamique palestinien dans la bande de Gaza, qui avait coûté la vie à 34 Palestiniens et une Israélienne.

Attaque du Hamas : Israël a bien été averti « trois jours » avant l'assaut, selon un élu américain

Article de Le Parisien avec AFP • 2h

L'élu américain Michael McCaul, chef de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, affirme qu'Israël avait été avertie avant l'attaque du Hamas. AFP / Anna Moneymaker / Getty Images© ANNA MONEYMAKER

« Un avertissement a été donné ». L'Égypte a alerté Israël sur des risques de possibles violences « trois jours » avant l'assaut du Hamas, a affirmé mercredi l'élu américain Michael McCaul, chef de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants. « Nous savons que l'Égypte a averti les Israéliens trois jours auparavant qu'un événement similaire pourrait se produire », a-t-il déclaré à la sortie d'un briefing au Congrès américain. « Un avertissement a été donné, la question est de savoir à quel niveau », a-t-il réitéré. Officiellement, l'Égypte n'a jamais commenté ces informations, données dans la presse il y a plusieurs jours. Un responsable du renseignement égyptien avait confié lundi à Associated Press que le gouvernement israélien – y compris Benjamin Nétanyahou lui-même – avait été mis en garde à plusieurs reprises par l'Égypte que les Palestiniens préparaient « quelque chose de gros », mais avait ignoré ces avertissements. Une information aussitôt démentie par Jérusalem. Pour la deuxième fois depuis le début de la guerre, mercredi, des « sources haut placées dans l'appareil sécuritaire égyptien » citées par les médias proches des



services de renseignements égyptiens ont également « démenti les informations de presse israéliennes affirmant que les services égyptiens avaient informé les Israéliens d'une volonté du Hamas de mener l'attaque qui a eu lieu le 7 octobre ». « Nous ne savons pas comment nous avons raté cela » Sur de possibles failles du renseignement israélien, Michael McCaul, un influent élu américain, a affirmé : « Nous ne savons pas vraiment comment nous avons raté cela, nous ne savons pas vraiment comment Israël l'a raté ». Les responsables de l'administration Biden, à l'origine du briefing, étaient « réticents » à impliquer directement l'Iran dans l'attaque menée par le Hamas contre Israël, a-t-il également fait savoir. Le Hamas, au pouvoir depuis 2007 dans la bande de Gaza et ennemi juré d'Israël, a lancé son offensive samedi à l'aube. Au total, la guerre a déjà fait plus de 3 700 morts de part et d'autre, civils, soldats israéliens et combattants palestiniens.

L'explosion de l'hôpital de Gaza, le grand mensonge du Hamas

ENQUÊTE. En accusant l'armée israélienne d'avoir tué 500 civils dans un hôpital, le groupe terroriste a berné les médias du monde entier.

Par Jérémy André (en Israël) et Lou Roméo (à Paris) - Publié le 22/10/2023 à 10h50, mis à jour le 22/10/2023 à 12h26



À Gaza, le 18 octobre 2023, à proximité de l'hôpital Al-Ahli, après la frappe dont l'origine n'est pas identifiée. © Chine Nouvelle/Sipa

C'est l'heure du dîner et des roquettes. Presque tous les soirs depuis le 7 octobre, le Hamas et les autres groupes armés palestiniens de la bande de Gaza envoient une salve comme pour dire bonsoir. Ce 17 octobre, juste avant 19 heures, des alertes résonnent dans les grandes villes d'Israël, suivies des « bangs » puissants des interceptions par le Dôme de fer, le système de défense



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

antimissile israélien. Mais la première explosion déclenchée par cette salve vient d'avoir lieu à Gaza, à l'hôpital Al-Ahli.

Ce petit établissement, habituellement prévu pour 80 patients et géré par l'Église anglicane, se situe au centre de la ville de Gaza, dans le quartier de Zeitoun. Comme tous les hôpitaux de la ville, il sert alors de refuge à des centaines – peut-être des milliers – de civils, s'entassant en particulier sur une pelouse aux abords de son parking. Espérant que personne n'oserait bombarder un hôpital doublé d'un lieu religieux, protégé par le droit international.

« Crime de guerre »

Une heure et quart plus tard, c'est le « ministère de la Santé de Gaza » qui réagit le premier, dans un communiqué : Israël aurait commis un « horrible massacre » à Al-Ahli, tuant « 200 à 300 martyrs » et « des centaines de victimes se trouvent dans les décombres ».

Cette administration est en réalité entièrement contrôlée par le Hamas, groupe armé islamiste qui a pris le pouvoir dans le territoire en 2007, deux ans après qu'Israël s'en est retiré. L'organisation embraye sans attendre par un communiqué en son nom propre, accusant Israël de « crime de guerre ».

D'emblée, pourtant, quelque chose cloche aux yeux de l'observateur ayant l'expérience des frappes meurtrières : d'ordinaire, il faut des heures pour extraire et compter les corps des décombres à la suite d'un bombardement aussi important. Les premiers bilans fournis sont donc prudents et gonflent le lendemain seulement.

Conférence de presse macabre

Cela n'empêche pas les médias internationaux de reprendre l'« information » sans aucune confirmation indépendante et directe. L'AFP émet la sienne à 20 h 22, citant le communiqué gazaoui. Les médias s'emballent : les journalistes du monde entier passent la soirée à rapporter les déclarations de sources « officielles » à Gaza, toutes liées au Hamas, parlant bientôt de 300, 471, 500 morts, jusqu'à 800 – sans aucune image des secours dantesques que supposerait un tel bilan.

Le mouvement islamiste va jusqu'à organiser une conférence de presse macabre, sur le site de l'hôpital supposé détruit, au milieu d'une mer de sacs mortuaires, et exhibe des corps d'enfants morts devant le podium. Les réactions horrifiées se multiplient dans le monde.

Sous le choc, le Quai d'Orsay émet, à 23 h 58, un communiqué qui semble pointer du doigt Israël, sans le nommer : « La France condamne avec fermeté la frappe contre l'hôpital Al-Ahli dans la ville de Gaza, qui a fait un nombre très important de victimes civiles palestiniennes. » Avant de rétro-pédaler dans les jours suivants.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Images de drones

Tsahal – l'armée israélienne – avait pourtant commencé à y voir clair dès le soir du mardi 17. Une vidéo live d'Al Jazeera a été vite repérée par des internautes et experts du renseignement « open source » – le renseignement d'origine sources ouvertes (Osint) qui collecte des données numériques disponibles grâce une source d'information publique.

Au lieu de la séquence identifiable d'un bombardement aérien – le son rauque d'un moteur d'avion, le rugissement de la propulsion du missile, et la large explosion soulevant un champignon de débris –, la vidéo montre des tirs de roquettes. L'une d'elles quitte sa trajectoire et tombe chaotiquement vers le sol. On voit alors une boule de feu au point d'impact. Rebondissant sur cette découverte, Israël attribue l'explosion à un « tir de roquette raté » du Jihad islamique, second groupe armé le plus puissant de Gaza, et allié du Hamas. Allant dans le sens de la version de Tsahal, des groupes indépendants d'experts de l'Osint, en particulier le compte X (ex-Twitter) de la communauté @GeoConfirmed, géolocalisent, pendant la nuit du mardi 17 au mercredi 18 octobre, le point d'impact sur la vidéo d'Al Jazeera, qui semble parfaitement correspondre au site de l'hôpital Al-Ahli. Mais les éléments les plus probants vont apparaître petit à petit dans la journée qui suit. Des images de drones fournies le mercredi matin par Tsahal révèlent que la structure du bâtiment est intacte et ne présente qu'un minuscule impact, moins d'un mètre de diamètre, dans le parking, cerné de voitures brûlées.

Bulle médiatique

Les images de journalistes palestiniens, qui parviennent aussi sur le site, le confirment : les dégâts sont limités. Israël persiste et signe lors d'une conférence de presse en début de matinée qui résume les éléments soutenant sa version. Son renseignement révèle, en outre, un enregistrement d'écoutes d'officiers du Hamas qui attribuerait effectivement l'explosion à une roquette défailante du Jihad islamique. Cependant, cet enregistrement n'a pas été authentifié et est même contesté par des experts cités par le *New York Times* et la chaîne britannique Channel 4.

Joe Biden atterrit à 11 heures locales dans une ambiance tendue. Il appuie la défense israélienne en affirmant que la « partie adverse » est responsable du carnage. Le monde arabe est secoué de manifestations de soutien aux Palestiniens. Le président américain est obligé d'annuler une étape en Jordanie. Pourtant, chez les experts, la bulle médiatique a déjà explosé. L'attribution est incertaine, les dommages sont trop limités, les rares vidéos authentifiées figurent des nombres restreints de corps et de blessés.

« Il n'y a pas 200, voire 500 morts, mais plutôt quelques dizaines, probablement entre 10 et 50 », confie à l'AFP une source d'un service de renseignements européen. Un rapport du renseignement américain, consulté par l'Agence française, parle, lui, de 100 à 300 morts. Ce qui en ferait déjà un incident extrêmement meurtrier. Le renseignement militaire français, toujours très discret, sort même de son silence pour confirmer, samedi 21 octobre, qu'à ses yeux, l'origine de l'explosion n'est pas une frappe israélienne.



Conséquences géopolitiques

Affaire classée ? Rares sont les experts qui osent se prononcer définitivement. Il reste une infime possibilité que l'explosion ait été déclenchée par autre chose que la roquette défailante, par exemple par une munition d'artillerie israélienne, comme le suggérait encore vendredi une analyse de Forensic Architecture, un groupe de recherche britannique en Osint.

« Les schémas de fragmentation peuvent indiquer que le projectile venait du nord-est, la direction du côté contrôlé par Israël dans les environs de Gaza », indique cette analyse, critiquée cependant rapidement par d'autres experts qui rappelaient que la chute chaotique d'une roquette pouvait générer une fragmentation contraire à sa trajectoire. Il faudrait aussi considérer comme une coïncidence extraordinaire la chute d'une roquette défectueuse à l'heure exacte de l'explosion et à proximité. Et dans ce cas, expliquer pourquoi le Hamas n'a pas présenté des débris de la munition israélienne. Concernant le bilan, la prudence reste aussi de mise. Les chiffres les plus élevés – 500 ou 800 – semblent clairement surévalués. Reste qu'il y a bien eu beaucoup de morts ce soir-là à l'hôpital Al-Ahli. Emily Tripp, directrice d'Airwars, une organisation fondée par d'anciens journalistes et des experts militaires pour faire de la veille sur les campagnes de bombardement aériennes, donne le bénéfice du doute aux Gazaouis. « Les ministères de la Santé ont d'habitude ce genre d'estimations préliminaires assez fiables. Mais ce cas est extrêmement compliqué, étant donné l'échelle de l'explosion, les informations sur les personnes s'abritant dans l'hôpital, la campagne de bombardement en cours, et, plus généralement, la difficulté à extraire les corps de décombres et à les décompter... »

Si la « frappe israélienne » n'a jamais existé, ses conséquences géopolitiques sont en tout cas déjà bien concrètes. « Cette superbe "info-opération" a réussi à faire dérailler l'escale jordano-palestinienne de la visite de Biden, note François Heisbourg, conseiller spécial du président de la Fondation pour la recherche stratégique, un groupe de réflexion français. Ce cas d'école sera étudié par des générations de journalistes. » Mais ce sont les conséquences sur le terrain, dans l'opinion publique palestinienne et israélienne, et dans l'esprit de leurs dirigeants, qui pourraient être les plus profondes.

« Précipitation »

Trois jours après l'explosion à l'hôpital de Gaza, dans le kibboutz Be'eri, le major Marcus Sheff, porte-parole réserviste de Tsahal, donne volontiers son sentiment : « Je me sens extrêmement, totalement frustré, que des médias qui se respectent aient pu prendre le Hamas au mot ! », déplore-t-il, au milieu d'un nuage de poussière de blindés qui font des allers-retours le long de la clôture du kibboutz.

Derrière, les maisons sont détruites. Cent huit sur les 1 100 habitants ont été assassinés. Des équipes d'ambulanciers viennent encore ramasser quatre corps d'Israéliens abattus près de la bordure de sécurité treize jours plus tôt, alors que les terroristes les traînaient vers Gaza pour les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

prendre en otages, avant de changer d'avis. D'autres ramassent les corps des chiens, eux aussi exécutés.

Avant le 7 octobre, cet ancien journaliste dirigeait une ONG engagée pour la paix. « Le Hamas a perpétré ici des actes d'une brutalité absolue. Ils ont violé des femmes, ils ont tué des enfants en face de leurs parents et des parents en face de leurs enfants, décrit-il. Et cependant, certains croient qu'ils ne mentiraient pas aux médias ? »

En tant qu'ex-journaliste, le major Sheff est révolté. « Je trouve choquant que des médias présentent comme un fait un bilan de 500 morts et ajoutent juste à la fin "selon le Hamas" pour se dédouaner.

Peut-être qu'ils auraient dû demander : "Comment, Messieurs du Hamas, avez-vous pu compter autant de corps en quelques minutes ?" Ils n'ont pas fait les vérifications nécessaires avant de sortir ça, une histoire qui mettait franchement des vies en danger. Une synagogue a été attaquée à Tunis. Une synagogue a été attaquée à Berlin. C'est une conséquence directe de ces histoires, de la précipitation à imprimer les affirmations du Hamas et de la précipitation à publier sur quelque chose que vous n'avez même pas vue, sans aucune source directe sur le terrain. »

On vous explique pourquoi les Etats-Unis ont bombardé des positions en Syrie, en réponse à des attaques attribuées à l'Iran

*Article rédigé par franceinfo avec AFP - France Télévisions
Publié le 27/10/2023 15:35 Mis à jour le 27/10/2023 15:37*



Des militaires de l'armée américaine en Syrie, le 13 août 2023. (OMER AL DIRI / ANADOLU AGENCY / AFP)

Des bases américaines en Syrie et en Irak ont été récemment visées par des drones. Washington a ordonné des frappes "de légitime défense" dans l'est du pays.

Les Etats-Unis ont mené des frappes aériennes sur deux installations utilisées par les Gardiens de la révolution iraniens et

des "groupes affiliés" dans l'est de la Syrie. "Ces frappes de légitime défense et de précision sont une riposte à une série d'attaques en cours, et pour la plupart manquées, contre le personnel



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

américain en Irak et en Syrie par des milices soutenues par l'Iran", a déclaré le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, dans un communiqué publié jeudi 26 octobre.

Les bases américaines en Syrie et en Irak ont fait l'objet d'au moins 16 attaques de drones et de missiles depuis le début du mois, selon le Pentagone. Au cours d'une des quatre attaques perpétrées sur le territoire syrien, un Américain a succombé à une crise cardiaque alors qu'il se mettait à l'abri et 21 autres personnes ont été légèrement blessées. Aucun bilan des frappes américaines de jeudi n'a encore été communiqué.

Que font l'Iran et les Etats-Unis en Syrie ?

Washington compte environ 900 soldats en Syrie et près de 2 500 en Irak, où les troupes américaines combattent l'organisation terroriste Etat Islamique. Quant aux Iraniens, ils sont aussi présents sur le territoire depuis le début du conflit syrien, en 2011, en tant qu'alliés du régime de Bachar Al-Assad. Des forces militaires iraniennes, dont des soldats d'élite du Corps des gardiens de la révolution, sont ainsi positionnées en Syrie.

Selon Behnam Ben Taleblu, expert de l'Iran cité par le magazine *Time*, au moins 10 ou 20 milices se revendiquent d'un soutien à Téhéran, *"si ce n'est pas plus, rien qu'à la frontière entre l'Irak et la Syrie"*. Depuis 2018, cette présence iranienne donne régulièrement lieu à des raids israéliens en Syrie, qui redoute la constitution d'une grande zone d'influence chapeauté par l'Iran, qui traverserait l'Irak, la Syrie et le Liban.

Quel était l'objectif de ces frappes ?

Le président américain a ordonné ces frappes *"pour qu'il soit clair que les Etats-Unis ne toléreront pas de telles attaques et se défendront eux-mêmes, ainsi que leur personnel et leurs intérêts"*, a prévenu Lloyd Austin, dans son communiqué. Si le groupe qui se dit à l'origine de ces attaques de drones en Syrie et en Irak ne revendique pas officiellement d'affiliation à l'Iran, Washington l'affirme : Téhéran est impliqué par procuration.

"Nous savons que ces attaques ont été menées par des milices soutenues par l'Iran et nous considérons par conséquent l'Iran comme responsable."

Le général Patrick S. Ryder, porte-parole du Pentagone

cité par l'AFP

Avant cette opération visant des groupes proches de l'Iran sur le territoire syrien, Joe Biden avait adressé un message au dirigeant suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, pour le mettre en garde contre toute attaque visant les troupes américaines. *"Mon avertissement à l'ayatollah est que s'ils continuent à agir contre ces troupes, nous riposterons, et ils doivent être prêts. Cela n'a rien à voir avec Israël"*, avait-il déclaré. *"Ces frappes d'autodéfense bien ciblées (...) sont séparées et distinctes du conflit en cours entre Israël et le Hamas"*, a encore insisté le ministre de la Défense, Lloyd Austin.



"Si les Américains sont au Moyen-Orient, ce n'est plus tant pour Israël que pour lutter contre l'Iran qui a vraiment été désigné contre un grand adversaire des Etats-Unis", rappelle Héloïse Fayet, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, sur franceinfo. Même s'il est question "de protéger leurs alliés de la région contre de possibles attaques iraniennes", cette experte note que "les Américains ont aussi peur pour leurs forces qui sont déjà dans la région", soit quelque 35 000 soldats dans tout le Moyen-Orient, précise-t-elle.

Or, l'Iran agit dans de nombreux pays à travers ces groupes alliés, dit "proxys", comme le Hezbollah libanais, ou encore les Houtis au Yémen. Un navire américain stationné en mer Rouge a d'ailleurs intercepté des tirs de missiles des Houtis la semaine précédente. *"Les Etats-Unis ont peur de ce pouvoir de nuisance iranien, car si le Hezbollah entre dans le conflit, les autres fronts risquent de s'activer eux aussi", analyse le chercheur Joseph Daher dans Le Parisien.*

Faut-il craindre une escalade au Moyen-Orient ?

Jusqu'alors, Téhéran comme Washington ont pris soin de marquer leur présence en périphérie du conflit entre Israël et le Hamas sans conduire à un regain de tensions dans la région. *"Les Etats-Unis ont les mains liées, parce qu'ils ne veulent pas porter la responsabilité d'une escalade", estime le chercheur américain Charles Lister, interrogé dans The Guardian. Les Iraniens "sont en train de tester les lignes rouges mais sans y aller trop fort. Ils mettent les Etats-Unis dans l'obligation de répondre".*

De même que les Etats-Unis seraient contraints d'intervenir en cas d'attaque de l'Iran sur Israël, l'Iran n'aurait d'autre choix que d'entrer dans le conflit si les Etats-Unis venaient à intervenir dans la bande de Gaza, répètent les experts, qui observent avec prudence la montée des tensions entre Washington et Téhéran. En visant les bases américaines en Syrie et en Irak, l'Iran fait passer ce message : *"Nous voyons les porte-avions, mais nous n'avons pas peur et nous aussi pouvons vous atteindre", analyse l'expert britannique Tobias Borck, toujours dans The Guardian.*

"L'Iran joue avec le feu."

Tobias Borck, spécialiste du Moyen-Orient dans "The Guardian"

"Est-ce que l'Iran aurait vraiment intérêt à soutenir le Hamas (...) qui est l'un de ses instruments de lutte contre Israël, mais qui ne correspond pas à son agenda principal ?", s'interroge le géopolitologue Frédéric Encel sur franceinfo. "Parce que s'il devait y avoir une guerre entre Israël et l'Iran (...), la rétorsion porterait sur les raffineries, les installations pétrolières, peut-être sur les installations nucléaires de l'Iran", liste-t-il. Or, "on a à faire avec une République islamique dirigée par des fanatiques, mais pas par des imbéciles"



Comment Israël peut localiser et libérer ses otages

ENTRETIEN. « L'État hébreu paie traditionnellement cher pour ses otages », assure Étienne Dignat, professeur à Sciences Po et auteur de « La Rançon de la terreur ».

Propos recueillis par Gueric Poncet - Publié le 12/10/2023 à 07h30, mis à jour le 12/10/2023 à 12h03

Après l'attaque du Hamas contre Israël, qui a fait plus de 1 200 morts sur le territoire de l'État hébreu samedi 7 octobre, le sort des 100 à 150 otages aux mains du mouvement terroriste est au cœur des inquiétudes. Entretien avec Étienne Dignat, professeur à Sciences Po et auteur de *La Rançon de la terreur* (PUF, 2023).

Le Point : Pourquoi le Hamas a-t-il pris des otages ?

Étienne Dignat : L'enlèvement des otages est l'un des faits les plus marquants de ces attaques, et cela ne devrait que s'amplifier. Leur situation va être scrutée des semaines, des mois, voire des années, sous la forme d'un véritable feuilleton. La situation est très différente du 11 septembre 2001 pour les États-Unis ou du 13 novembre 2015 pour la France, lorsque nous avons pu pleurer nos morts avant de nous reconstruire. Pour l'instant, la situation des otages empêche tous les Israéliens de faire leur deuil, de passer à autre chose. Ils ne seront jamais tranquilles tant que les otages n'auront pas été rapatriés, vivants ou morts puisque les Israéliens échangent aussi des corps. Cette technique du Hamas est redoutable.

Leurs ravisseurs ?

Les otages sont probablement cachés dans un réseau de souterrains, il y en a des dizaines de kilomètres sous Gaza – ce que l'on surnomme le « métro ». Israël en connaît probablement une partie, mais pas tout, loin de là. Les otages sont gardés par des unités spécialisées, très habiles pour ne laisser aucune trace et ne commettre aucune erreur. Israël n'aura probablement pas les moyens de localiser l'ensemble des 100 ou 150 otages.

Quels moyens technologiques et humains sont utilisés ?

Le premier moyen est le suivi du téléphone des otages, pour ceux qui sont encore allumés. Il faut espérer que les ravisseurs les utilisent pour faire pression et contacter les familles, même s'ils sont vraisemblablement formés pour ne pas le faire. Par ailleurs, l'exploitation des vidéos tournées au moment des attaques et de celles envoyées par les terroristes ensuite devrait permettre d'obtenir des indices et de faire fonctionner les outils de reconnaissance faciale. Mais il faut noter que le Hamas a été très prudent avec l'envoi de vidéos, car il a compris qu'il s'agissait d'une source d'information pour Israël : seules quelques images ont été diffusées pour contribuer à la terreur. Enfin, les drones de surveillance et les caméras thermiques peuvent aussi être utilisés, notamment dans le cas où le Hamas essaierait d'exfiltrer des otages par le sud, via la frontière égyptienne. Quoi qu'il en soit, Israël dispose d'excellents services de renseignement d'un point de vue technologique, avec par exemple l'Unité 8200, un groupe d'élite constitué de hackers. Ils n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Le renseignement humain a fait défaut à Israël pour anticiper l'attaque. Peut-il aider à ramener des otages ?

Malgré les manquements avant et pendant l'attaque, Israël a de bons moyens de renseignement humain. Par exemple, d'anciens prisonniers gazaouis sont devenus, une fois libérés lors d'un échange d'otages, des informateurs d'Israël. Je doute que cela soit toutefois suffisant.

La négociation s'annonce très difficile...

Il est très important de ne pas voir les otages en un bloc, car il y a fort à parier qu'ils sont répartis dans plusieurs zones et détenus de façon différenciée. Certains feront peut-être l'objet de négociations, mais pas tous. D'autres seront récupérés, vivants ou morts, si un assaut est mené... Enfin, il est probable que l'on perde totalement la trace des derniers otages. C'est déjà arrivé par le passé. Le cas le plus célèbre est celui de Ron Arad, qui s'était éjecté de son avion de chasse en 1986 et avait été capturé au Liban par une milice : des preuves de vie avaient été envoyées, une négociation entamée, mais il n'a jamais été libéré. Son sort reste un mystère et sa dépouille n'a jamais été retrouvée.

Combien vaut un otage israélien ?

Israël paie traditionnellement cher pour ses otages. En 2011, la libération du soldat Gilad Shalit a été négociée avec le Hamas en échange de 1 027 prisonniers. Cela crée un horizon d'attente chez les ravisseurs, qui rend la négociation à venir très compliquée. Sur les bases actuelles, vous ne pouvez pas négocier, à moins que vous n'acceptiez de libérer tous les prisonniers palestiniens. Cela pose d'autant plus problème que certains prisonniers libérés par le passé, notamment pour rapatrier Gilad Shalit, ont ensuite commis des attentats. Ces critiques étaient à l'époque peu audibles face à l'impératif humanitaire de sauver les otages. Aujourd'hui, la posture de fermeté a plus de poids, face à l'ampleur de l'attaque et à une certaine fatigue du peuple israélien. Israël semble prêt à tolérer de plus grands dangers, y compris en utilisant la force, pour ne pas céder au chantage. Je pense qu'une frappe sur un chef du Hamas, même si elle met en péril des otages, n'est plus exclue.

On parle beaucoup depuis quelques jours du protocole Hannibal, qu'en est-il ?

Il s'agit d'une directive secrète de l'armée, jamais officiellement reconnue, mais qui a été dévoilée en 2003 par la presse. Elle tend à légitimer le fait de tirer sur un convoi dans lequel se trouverait un soldat israélien pris en otage. Il y a deux interprétations. La première, restrictive, signifierait qu'il faudrait viser le convoi pour générer une situation de chaos afin de secourir l'otage ou de lui permettre de s'évader. C'est l'option la plus prudente dans l'emploi de la force. La seconde interprétation tolérerait de frapper plus fort, quitte à tuer l'otage, pour éviter d'avoir à l'échanger vivant, quand il vaut plus cher, et à libérer plus de terroristes. L'une des dernières utilisations du protocole Hannibal date du 1er août 2014, après la capture du soldat Hadar Goldin. Les frappes israéliennes ont provoqué, selon les ONG, la mort de près de 100 Palestiniens et, selon toute probabilité, celle de l'otage. Cet événement validerait plutôt l'option dure, mais elle ne concerne que les soldats.

La négociation pour les otages est une tradition en Israël, pourquoi ?

Israël a une tradition très forte de négociation. De l'Antiquité au Moyen Âge, les communautés juives ont été victimes d'enlèvements dans le désert et de rançonnements.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

On négociait la libération des otages à la fois pour montrer l'importance d'appartenir à la communauté juive et pour empêcher la conversion à d'autres religions. Cette solidarité a ensuite été formalisée dans le Talmud, selon ce qu'on appelle le *pidyon shvuyim* ou la « rédemption des captifs ». Le fait de sauver un juif retenu en otage y est alors présenté comme le plus grand des devoirs pour un croyant. Avec toutefois une limite : ne pas payer trop cher pour, d'une part, préserver l'équilibre des forces en présence et, d'autre part, éviter que les juifs deviennent des cibles de choix. Au-delà de cette tradition historique et religieuse, la négociation est importante dans l'Israël contemporain pour maintenir le lien armée-nation : dès lors que le service militaire obligatoire existe, Tsahal s'engage implicitement à ramener les fils et les filles à leurs parents. Enfin, Israël étant un pays peu peuplé, l'otage est toujours le proche d'un proche ou le cousin d'un cousin.

Est-ce une situation inédite pour Israël ?

Durant les trois ou quatre dernières décennies, Israël a géré une vingtaine de cas d'enlèvements médiatiques. Vous pouvez ajouter à cela la prise d'otage de l'avion d'Air France qui s'était posé à Entebbe avec une centaine d'Israéliens à bord en 1976, ou la prise d'otages de Ma'alot qui relevait plutôt de l'assaut meurtrier. Mais la situation d'aujourd'hui, dans laquelle 100 à 150 otages sont retenus à Gaza, c'est absolument inédit, il n'y a aucun précédent pour Israël. Les seuls parallèles que l'on peut établir sont avec les captures d'otages systématiques par les Farc ou l'enlèvement des 300 lycéennes de Chibok par Boko Haram. Mais la Colombie et le Nigeria n'ont pas le même appareil sécuritaire qu'Israël...

Toutes les options sont sur la table : pour une situation inédite, il peut y avoir des réponses inédites. Le terrorisme ouvre le champ des possibles : personne n'imaginait le scénario du 11 septembre à New York ou celui du 14 juillet 2016 à Nice, pas plus que de voir atterrir des parapentes avec des terroristes dans une rave party. Le terrorisme est toujours surprenant, presque imprévisible pour un esprit rationnel. Peut-être que la réponse le sera également.

Peut-on envisager l'assaut de commandos étrangers à Gaza pour secourir des binationaux ?

Ce serait très très surprenant. Israël a plutôt l'habitude de gérer ses affaires de façon souveraine. Pour les otages qui possèdent la double nationalité, je ne doute pas que des contacts seront pris entre services de renseignement mais les choses devraient se limiter à cela.

Guerre en Ukraine : ce que l'on sait de l'offensive russe à Avdiïvka



Article rédigé par Louis Dubar - France Télévisions
Publié le 24/10/2023 16:08

Un habitant dans la rue à Avdiïvka (Ukraine), le 17 octobre 2023. (OZGE ELIF KIZIL / ANADOLU / AFP)
Cette ville industrielle ukrainienne, située sur la ligne de front depuis 2014, est le théâtre de violents combats. L'armée russe y a lancé une offensive depuis plusieurs semaines pour la conquérir.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Alors que l'hiver approche et que la contre-offensive ukrainienne patine, l'armée russe a lancé le 10 octobre un assaut surprise pour s'emparer de la ville d'Avdiïvka, située à une quinzaine de kilomètres au nord de Donetsk. Mais dans cette région du Donbass, dans l'est du pays, les troupes de Moscou progressent lentement et se heurtent à une forte résistance ukrainienne. Kiev affirme avoir repoussé les attaques russes. Franceinfo fait le point sur ce que l'on sait de cette offensive menée par Moscou.

Moscou veut prendre le contrôle

D'après l'Institute for the Study of War (ISW), qui suit au quotidien l'évolution du front, l'armée russe a lancé une offensive d'ampleur le 10 octobre dernier. *"Des images géolocalisées (...) confirment que les troupes russes ont avancé au sud-ouest, près de Sieverne, et au nord-ouest d'Avdiïvka, près de Stepove"*, assurent les analystes de l'ISW dans leur note du 11 octobre.

Pour l'ancien général Dominique Trinquand, expert en relations internationales interrogé sur franceinfo, ces manœuvres russes sur deux axes visent à encercler la ville et ses défenseurs. Selon lui, la prise de cette cité industrielle permettrait aux Russes *"d'éloigner la menace de l'artillerie ukrainienne de Donetsk"*. *"Il s'agit probablement de l'opération offensive la plus importante menée par la Russie depuis au moins janvier 2023"*, analyse aussi le ministère de la Défense britannique, le 17 octobre, dans un communiqué publié sur X (ex-Twitter).

La ville est disputée depuis 2014

Pour Moscou, il s'agit également de remporter une victoire symbolique. Cet assaut sur la ville intervient après quatre mois d'une difficile contre-offensive ukrainienne dans l'est et le sud du pays. *"La conquête russe d'Avdiïvka servirait un double narratif en disant : 'Les Ukrainiens ont échoué dans leur contre-offensive et nous, on a réussi là où on avait échoué en 2014'"*, explique Dominique Trinquand.

En effet, en 2014, au début de la guerre du Donbass, les séparatistes prorusses, soutenus par le Kremlin, avaient brièvement pris le contrôle d'Avdiïvka. Ils en avaient été chassés par les forces ukrainiennes quelques semaines plus tard.

Depuis, la ville, construite autour d'une immense cokerie, se trouve sur la ligne du front. Les combats ont poussé à l'exode la majeure partie de la population. Selon la mairie, seuls 1 600 habitants vivent encore à Avdiïvka contre 30 000 avant la guerre.

Kiev défend ses positions mordicus

Le président Volodymyr Zelensky a reconnu dimanche soir une situation délicate. *"Les zones d'Avdiïvka et de Marinka sont particulièrement difficiles. De nombreuses attaques ont été menées par les Russes. Mais nos positions sont protégées"*, a-t-il précisé. Deux jours plus tôt, l'armée ukrainienne avait affirmé avoir repoussé un nouvel assaut russe. *"L'ennemi a réitéré ses attaques et n'abandonne pas ses tentatives d'encercler Avdiïvka"*, avait déclaré l'état-major sur Facebook.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Dans son rapport du 20 octobre sur l'évolution de la ligne de front, l'Institute for the Study of War avait estimé que les forces russes continuaient à resserrer leur étau sur la ville. D'après l'organisme non-gouvernemental basé aux Etats-Unis, les troupes de Moscou sont parvenues à gagner du terrain

et à obtenir des avancées territoriales "mineures" au nord d'Avdiïvka.



En visite le 19 octobre, le commandant en chef de l'armée ukrainienne Valery Zalouzhny avait détaillé les moyens employés par l'armée russe dans cette zone : "L'ennemi utilise activement des unités d'assaut, lance un grand nombre de blindés et a recours à l'aviation et à l'artillerie".

La Russie a subi de lourdes pertes

Malgré une mobilisation importante de moyens, l'armée russe est mise en difficulté et chaque avancée s'effectue au prix de lourdes pertes. Dans son rapport matinal du 20 octobre, l'état-major de l'armée ukrainienne affirmait que l'armée russe avait perdu environ 900 hommes – tués ou blessés – et 150 blindés en vingt-quatre heures. Aucune estimation concernant les pertes ukrainiennes n'a été communiquée tant par les autorités russes que locales.

CARTE. Guerre en Ukraine : pourparlers à Malte, avancées russes... Le point du jour

Des défenseurs antiaériens ukrainiens, près de Kiev, ce 28 octobre 2023. © ANATOLII STEPANOV / AFP

Des nouvelles discussions censées préparer la paix en Ukraine ont lieu à Malte. Mais sur le terrain, les combats se poursuivent. Les Russes continuent notamment à avancer dans l'Est. Voici ce qu'il faut retenir de l'actualité liée à la guerre en Ukraine de ce samedi 28 octobre.

Ce 28 octobre 2023 constituait le 612e jour de la guerre en Ukraine, conflit qui a éclaté aux premières heures du 24 février 2022. Voici ce qu'il faut retenir de l'actualité liée au conflit en ce samedi.



Quelle situation sur le front ?

Sur le terrain, les opérations sont marquées par de nouveaux assauts russes en direction de la région d'Avdiïvka, une ville située dans l'est de l'Ukraine, près de Donetsk. Mais les renseignements britanniques indiquent sur X (ex-Twitter) que ces assauts, qui se soldent par des avancées russes notables, se font au prix de pertes importantes.

La situation en Ukraine, en ce samedi 28 octobre 2023. © INFOGRAPHIE OUEST-FRANCE



Sur mes autres théâtres d'opérations, les Ukrainiens tentant toujours d'élargir de petites têtes de pont établies sur la rive sud du Dniepr, aux alentours de Kherson.

Des discussions pour préparer la paix à Malte

Des conseillers à la sécurité nationale d'environ 65 pays sont réunis ce week-end à Malte afin de discuter du plan de paix pour l'Ukraine proposé par Volodymyr Zelensky, sans la présence de la Russie. Il s'agit de la troisième réunion de ce type cette année, après celles de Djeddah et de Copenhague.

Le plan de paix en dix points proposé par le président ukrainien prévoit le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le retrait des troupes russes, la protection de l'approvisionnement en nourriture et en énergie, la sécurité nucléaire et la libération de tous les prisonniers.

Des responsables ont déclaré qu'ils espéraient que la conférence, qui se tient à huis clos dans la salle de bal d'un hôtel maltais, déboucherait sur un accord en vue de l'organisation d'un sommet mondial pour la paix dans le courant de l'année.

La Russie accuse l'Ukraine d'avoir « délibérément attaqué » une centrale nucléaire

Comme le rapporte Le Monde, le ministère russe des Affaires étrangères a accusé ce samedi l'Ukraine d'avoir « **délibérément attaqué** » la centrale nucléaire de Koursk, « **avec trois véhicules aériens sans pilote** ». L'attaque, perpétrée jeudi, n'avait fait ni victimes ni dégâts majeurs.

« L'un des drones, chargé d'explosifs, s'est écrasé sur un entrepôt de déchets nucléaires, endommageant ses murs, les deux autres sont tombés sur un complexe de bâtiments administratifs », a précisé le ministère des Affaires étrangères russes dans un communiqué.

Drones militaires : la Chine dit que le gouvernement de Taïwan risque une "guerre dangereuse"

GEO avec AFP 26/10/2023, 15:24 Géopolitique

L'annonce de l'achat de milliers de drones militaires par Taipei a provoqué l'ire de Pékin, dans une relation toujours plus tendue entre la Chine et Taïwan.

Le ministère chinois de la Défense a accusé jeudi le Parti démocratique progressiste (PDP) de Taiwan de pousser l'île vers une "*situation de guerre dangereuse*", après des informations selon lesquelles Taipei envisage d'acheter des milliers de drones militaires.

La Chine considère que Taïwan constitue une partie de son territoire dont elle s'emparera un jour, par la force si nécessaire. Les relations se sont détériorées depuis l'arrivée au pouvoir de la présidente indépendantiste Tsai Ing-wen en 2016.



Les drones de la discorde

Pékin a accru ces dernières années sa pression diplomatique et militaire sur Taïwan et le nombre de vols d'avions de combat autour de l'île a augmenté après la visite en août dernier de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants américaine.

Le porte-parole du ministère chinois de la Défense, Wu Qian, a déclaré jeudi que le PDP "*poussait à un rythme accéléré Taïwan vers une situation dangereuse de guerre et de violence*", en réponse aux informations publiées ce mois-ci selon lesquelles Taipei prévoyait d'acheter des milliers de drones militaires au cours des quatre prochaines années.

Préparation à la guerre

Wu a déclaré jeudi que les forces armées chinoises "*renforceraient leur entraînement militaire et leur préparation à la guerre*".

Il a également dénoncé l'influence des États-Unis dans les eaux de la mer de Chine méridionale revendiquées par la Chine, mais a déclaré que "*les canaux de communication ont toujours été ouverts*" entre Pékin et Washington.

Jeudi également, Taïwan a annoncé qu'une flottille chinoise dirigée par le porte-avions Shandong était entrée dans l'océan Pacifique via le canal de Bashi, une voie navigable qui sépare l'île des Philippines.

Entre les États-Unis et la Chine "une grande guerre approche", assure un haut gradé de l'armée

Elodie Descamps 09/01/2023, 15:02 - modified 10/01/2023, 10:58 Géopolitique

Et si la guerre qui fait rage en Ukraine n'était que le prélude d'une guerre bien plus importante entre les États-Unis et la Chine ? C'est en tout cas ce que suggère un haut gradé de l'armée états-unienne. Le monde serait-il à l'aube d'un affrontement entre les deux plus grandes puissances mondiales ? On fait le point.

Et si la guerre en Ukraine n'était que "l'échauffement" d'une "grande guerre" opposant les États-Unis à la Chine ? C'est en tous cas ce qu'a affirmé l'amiral Charles A. Richard, l'un des plus hauts gradés de l'armée états-unienne à la tête de "l'United States Strategic Command", lors d'un symposium officiel en novembre. À en croire ce responsable de l'arsenal militaire et la dissuasion nucléaire dont les propos ont été rapportés par Khori, le pire serait à venir.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

L'arrivée d'une "grande guerre" entre la Chine et les États-Unis ?

En novembre dernier, Joe Biden réaffirmait l'opposition des États-Unis à toute tentative "*unilatérale de changer le statu quo ou de porter atteinte à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan*" dans un communiqué. Historiquement perçue comme un allié des États-Unis face à la Chine, Taïwan représentait déjà un rempart au développement du communisme durant la guerre froide. L'ennemi véritable des États-Unis n'est pas la Russie mais la Chine, insiste l'amiral Charles A. Richard. Et si "*la crise en Ukraine n'est qu'un échauffement*", "*la grande guerre arrive*", assure le haut gradé, annonçant un conflit bien plus important opposant les États-Unis à la Chine.

"Et il ne faudra pas longtemps avant que nous soyons mis à l'épreuve comme nous ne l'avons pas été depuis longtemps.", avertit le militaire qui considère que son armée a pris du retard par rapport à celle de son principal rival. S'il est courant que des hauts gradés tiennent des propos particulièrement alarmistes sur l'industrie militaire de leur pays afin de se voir octroyer davantage de financements, le fait que ses déclarations soient reprises par le ministère de la Défense, indique tout de même qu'elles ne sont pas à prendre à la légère. D'autant que le président chinois Xi Jinping s'est empressé d'y répondre, indirectement, en exhortant ses forces armées à "*accélérer l'amélioration de leur capacité à vaincre*" le 8 novembre dernier, dans un contexte où "*l'incertitude de la situation sécuritaire de la Chine augmente*".

Pourquoi la Chine est-elle "l'ennemi véritable" des États-Unis ?

Des exercices militaires organisés par l'armée états-unienne en mer de Chine méridionale, (où s'est installée une partie de la flotte marine américaine) à la visite de Nancy Pelosi à Taïwan contre la volonté de la Chine, en passant par le soutien militaire apporté à l'île que Pékin considère comme une province de son territoire, les États-Unis semblent multiplier les provocations à l'égard de leur rival chinois depuis plusieurs mois. En réponse, le président Xi Jinping n'hésite pas à rappeler que son pays se tient prêt à répondre militairement si nécessaire. Mais pourquoi la tension entre la Chine et les États-Unis s'intensifie-t-elle à ce point ces derniers mois, voire ces dernières années ?

Au-delà du cas de Taïwan, la première puissance mondiale n'entend pas perdre son hégémonie économique, culturelle, financière et militaire sur le monde. Or, la Chine n'a jamais caché ses ambitions économiques, et les met à l'oeuvre, notamment sur le continent africain. L'ancien président Barack Obama disait déjà à l'époque : "*La Chine veut écrire les règles pour la région du monde qui a la croissance la plus rapide (l'Afrique). Pourquoi la laisserait-on faire ? Nous devrions nous-mêmes écrire ces règles.*" Les nouvelles routes de la soie qui constitue le plus vaste projet industriel mondial reliant la Chine à l'Europe, promettent également de peser sur le commerce mondial. Elles concernent plus de 68 pays et regrouperait près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète. Ainsi, si cette rivalité entre super-puissances n'est pas nouvelle, elle tend à s'accroître à mesure que la Chine gagne du terrain sur le globe.



Une "menace chinoise" plus économique que militaire ?

Il est vrai que la Chine concurrence la première puissance planétaire, elle-même en perte de vitesse, sur les terrains économiques et financiers. Une concurrence entre puissances qui a déjà bouleversé l'ordre international unipolaire tel qu'il fut construit après la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement de l'URSS, et qui n'est pas au goût des Etats-Unis. A titre d'exemple, la Chine a dégagé un excédent commercial de 690 milliards de dollars sur l'année 2021, tandis que les États-Unis traînent un déficit budgétaire colossal évalué à 668 milliards de dollars.

Une crainte visiblement partagée par l'Union européenne. Selon le *Financial Times*, une récente note des services en charge de la politique étrangère de l'Union à Bruxelles, enjoint les ministres des Affaires étrangères des 27 pays membres à adopter une ligne plus dure à l'égard de Pékin. "*La Chine est devenue un concurrent encore plus fort pour l'Union européenne, les États-Unis et les autres partenaires*, souligne la note. *Il est de ce fait essentiel d'étudier la meilleure façon de répondre à ces défis en cours ou à venir. [...] En résumé, nous nous dirigeons vers une concurrence totale sur le plan économique mais aussi politique*", conclut-elle.

D'après les propos du haut gradé, qui s'inquiète que la marine militaire chinoise soit désormais la plus vaste du monde et des progrès de son aviation, les Etats-Unis seraient notamment menacés par la modernisation de l'armée chinoise. Toutefois, que ce soit dans les domaines économique, financier, technologique, culturel, ou militaire, ces derniers conservent une avance indéniable sur la Chine, et le reste du monde. Pour rappel, le budget alloué au département de la Défense s'élève à environ 688 milliards d'euros, quand celui de la Chine n'est "que" de 227,4 milliards d'euros. Sur la période de 2015 à 2018, les dépenses militaires des Etats-Unis représentent environ 35 % du total des dépenses militaires mondiales. Autrement dit, s'il faut observer avec attention la montée des tensions sino-américaines dont Taïwan est devenu l'épicentre, l'armée chinoise ne se glisse pas encore au niveau de la plus grande puissance militaire au monde.

La leader taïwanaise face à la menace chinoise.

Entretien avec Arnaud Vaulerin par Revue Conflits

« La présidence au féminin » fait son effet à Taïwan, cette petite île montagneuse menacée par le géant chinois. Dans son ouvrage *Taïwan, la présidente et la guerre*, Arnaud Vaulerin nous brosse le portrait d'une femme crainte par les élites asiatiques, alors que les prochaines élections présidentielles se profilent.

Arnaud Vaulerin est journaliste à *Libération*, spécialiste de l'Asie, correspondant au Japon pendant 5 ans. Il signe ici son troisième livre.

Vous commencez votre ouvrage par l'évocation du 24 février 2022, début de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes de Vladimir Poutine. Pourquoi ce choix ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Dès les premières heures de cette invasion russe en Ukraine, j'ai pensé à Taïwan. Le parallèle s'imposait comme une évidence. Bien sûr, les deux situations sont à première vue peu similaires. À la différence de l'Ukraine, Taïwan est une île, séparée du continent par un détroit aux eaux et courants tumultueux où transitent la moitié des porte-containers de la planète. Taïwan est difficile d'accès, avec des montagnes de plus de 3 000 mètres. Il fait face à la menace de la Chine depuis 1949, sans frontière immédiate et terrestre avec des pays pouvant lui venir en aide en cas d'attaque. Mais l'archipel taiwanais, comme l'Ukraine, partage une histoire commune avec un très puissant voisin, hégémonique et autoritaire. Surtout, comme Kiev, Taipei fait face à un empire doté d'une armée et des moyens pléthoriques – première marine en nombre de vaisseaux et sur le papier, réorganisée et très puissante. Pékin, depuis 1949, (comme Moscou depuis 2014 en Ukraine), n'a jamais caché son projet d'envahir et de faire main basse sur l'île. Taïwan, comme l'Ukraine, sont deux réelles démocraties, sous la pression de deux puissances illibérales et répressives – sinon des dictatures – qui veulent s'affranchir de l'ordre international pour s'imposer par un rapport de force. Pour les deux pays, c'est une question de survie et pour le camp des démocraties, c'est une question de crédibilité que de les soutenir.

Enfin, cette comparaison avec l'Ukraine m'est venue lors de discussions avec des amis, des collègues à Taïwan. Au soir du 24 février 2022, quand les troupes de Poutine progressaient, alors, rapidement vers la capitale, ils étaient nombreux à s'inquiéter, à échafauder des scénarios sombres et catastrophistes. Certains se sont dit : aujourd'hui l'Ukraine, demain Taïwan. Comme si la chute de Taïwan était inéluctable. La suite a montré que rien n'était écrit d'avance. Taïwan a beaucoup appris de ce qui se passait en Ukraine pour se mobiliser, se préparer à un éventuel conflit.

« Pour la première fois, la présidence au féminin » : quels sont les changements provoqués par cette nouveauté ? En quoi la présidence de Tsai Ing-wen est-elle atypique ?

L'arrivée de Tsai Ing-wen à la présidence en 2016 est une surprise à Taïwan, dans le monde chinois et même en Asie. D'abord, parce que c'est une femme qui prend la présidence dans un milieu politique où les hommes sont surreprésentés, véhéments, charismatiques, parfois à poigne, souvent tribuns. Tsai est l'exact opposée de ce genre de président. Elle est discrète, voire timide, assez peu charismatique, avec un look neutre sinon terne. Tsai s'exprime en mandarin, quand les cadres de son parti, ses prédécesseurs s'expriment en taiwanais pour valoriser l'identité, la « taiwanité » d'une certaine manière. Elle a valorisé l'anglais, poussé ses conseillers, les députés à aller à l'étranger, ouvrir Taïwan, afin que l'île s'ouvre, sorte du tête-à-tête mortifère avec les autorités de la Chine continentale. En ce sens, il y a une rupture avec ses prédécesseurs et pas seulement à cause d'un changement de genre à la présidence.

Il y a aussi chez elle le refus de parler fort, de faire des promesses à tout-va, de flatter les électeurs. Enfin, c'est une bureaucrate qui arrive à la présidence en 2016. Elle n'a jamais été élue au préalable, n'a jamais exercé de mandat. Jusqu'en 2016, c'était une experte, une consultante, brillamment diplômée en économie et en droit, étiquetée parfois par certains de ses plus proches collaborateurs comme une responsable ennuyeuse, accro au travail, aux notes de lectures, aux discussions entre experts. Elle l'a dit publiquement : jamais elle n'avait envisagé devenir présidente. Ce qui en fait, enfin, une atypique en politique est son parcours personnel. Elle n'est pas l'héritière d'une circonscription, n'est pas la femme, la fille, la veuve d'un leader politique. Elle s'est faite seule en étudiant, en travaillant, grâce aussi à la chance qui lui a souri à des moments clés.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Officiellement célibataire, sans enfant, elle ne s'affiche pas en couple, verrouille le côté intime en contrôlant très bien sa communication sur cet aspect. La « petite Ing », comme elle est surnommée, n'est pas glamour, n'a guère d'égo. Tout cela tranche avec ses prédécesseurs et avec l'image que l'on peut avoir d'une présidente ou d'une cheffe de gouvernement comme on le voit en Estonie, en Italie, et comme on l'a vu en Finlande et en Nouvelle-Zélande ou en Birmanie.

Vous notez que plusieurs de ses contemporains la comparent à Margaret Thatcher, ou bien à Angela Merkel. Qu'en pensez-vous ?

Tsai Ing-wen a elle-même cité l'exemple de Margaret Thatcher. Elle était étudiante à Londres quand la Dame de fer dirigeait le Royaume-Uni. Quand Tsai a été élue à la présidence, son entourage lui a conseillé de plus valoriser le modèle d'Angela Merkel. Et il est vrai que la présidente taiwanaise a beaucoup en commun avec l'ex-chancelière allemande : même minimalisme apparent, même rigueur, mêmes tenues et une coupe de cheveux presque identique. D'une manière peut-être paradoxale, tout cela finit presque par définir un style. Surtout plus fondamentalement, il y a chez les deux dirigeantes le même pragmatisme teinté de sérieux voire d'ennui-, une approche technique de la politique, la même expérience personnelle avec un passé répressif et un système communiste, un positionnement politique pas très éloigné. Tsai Ing-wen a été campée en « conservatrice » par certains militants du parti démocrate progressiste (PDP). Elle a dirigé un parti composé en partie de courants indépendantistes, très à gauche, sans soutenir cette thèse, sans être vraiment une révolutionnaire ni une féministe – alors qu'elle a été victime d'un harcèlement sexiste et misogyne durant de longues années. On pourrait rajouter une certaine longévité politique, plus importante pour Merkel, mais bien réelle pour Tsai qui a enchaîné deux mandats à la présidence.

Pourquoi la présidente de Taïwan constitue-t-elle la « bête noire » de la Chine, faisant de ce pays une menace grandissante pour l'île ?

Tsai Ing-wen a pris la tête d'un parti (le PDP) qui a longtemps compté dans ses rangs des indépendantistes, que la Chine communiste a toujours détestés parce qu'elle suspectait qu'ils allaient revendiquer l'indépendance. Mais le parti, et surtout Tsai, se sont bien gardés de le faire, car ils savent que cela déclencherait immédiatement une attaque de Pékin. Si elle n'a jamais emprunté ce chemin très périlleux ni soutenu cette position, Tsai Ing-wen a en revanche clairement délimité le cadre des discussions avec le régime chinois : elle a toujours refusé de reconnaître le consensus de 1992, un accord oral découlant de discussions entre les deux rives qui, en 1992, étaient arrivées à la conclusion qu'il n'y avait qu'une seule Chine, mais que chaque partie pouvait avoir sa propre interprétation.

Elle refuse également d'endosser la formule « un pays, deux systèmes », établie en 1983 par Deng Xiaoping au sujet de Hong Kong. L'actualité a donné raison à Tsai. Pékin a vidé de sa substance cette doctrine à Hong Kong en écrasant toutes les libertés. Le territoire est en fait devenu un pays, un système. Pour justifier ses choix, la présidente s'est toujours appuyée sur le résultat des élections et la volonté majoritaire des Taiwanais opposés à l'unification chinoise, autant de principes démocratiques et de bon gouvernement qui ulcèrent la Chine communiste autoritaire. Face à la menace grandissante du régime de Xi Jinping, qui a musclé son armée dans des proportions inédites, s'est approprié des îlots et des récifs en mer de Chine, déploie des avions et des bateaux pour harceler Taïwan et ses voisins, Tsai Ing-wen a renforcé son partenariat avec les États-Unis et a



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

ouvert l'archipel vers l'Asie en développant des relations avec le Japon, l'Australie et dans une moindre mesure avec l'Europe.

Tsai a ancré Taïwan dans le camp pro-démocrate. Pour Pékin, c'est un défi lancé à son autorité et à son pouvoir. Taïwan défend le statu quo actuel et appelle au respect de la stabilité dans le détroit de Formose. Mais il est bien seul à privilégier cette option, car Pékin, ces derniers mois, ne cesse de menacer ce statu quo en multipliant les incursions dans la zone d'identification de la défense aérienne (Adiz) de Taïwan et sur mer.

Tsai Ing-wen a déclaré que durant son mandat, la population avait « montré au monde la détermination de Taïwan à se défendre ». Quelles en sont les manifestations et les causes ?

Au cours de leur histoire, depuis 1949, les Taïwanais ont combattu les Chinois, ont appris à se défendre, à se préparer à un conflit avec la Chine continentale. Ils ont vu émerger depuis une décennie la puissance militaire grandissante de l'Armée populaire de libération (APL) qui s'est modernisée, disposent d'un budget colossal (225 milliards de dollars en 2023 contre 19 pour Taïwan) et des ambitions hégémoniques dans toute l'Asie. Il est vrai qu'en arrivant à la présidence, Tsai Ing-wen a lancé des chantiers de modernisation de son armée et de construction de sous-marins, de bateaux de surface qui ont commencé à se concrétiser ces derniers mois, mais c'est surtout avec la guerre en Ukraine que les autorités taïwanaises ont montré leur détermination.

Taïwan a alors pris conscience d'un réel péril et de la nécessité de vite se préparer. L'île a été rattrapée par la guerre. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été un coup de semonce pour Taipei. Le succès, dans les premiers jours, des forces armées russes a laissé penser que cela pourrait encourager la Chine à passer à l'attaque.

Face à un rapport de force militaire qui leur est largement défavorable, les autorités de Taipei ont commencé à mettre en place – sous pression américaine, le premier fournisseur d'armes de l'île – un nouveau cadre de combat asymétrique, non pas pour affronter directement la puissance de l'adversaire, mais pour exploiter ses faiblesses. Il s'agit d'acquérir en grande quantité des armes mobiles, bon marché et de petites tailles pour mener des actions de guérilla et empêcher toute invasion de l'île par Pékin. L'archipel a gonflé son budget militaire, allongé la durée de son service militaire (porté de 4 mois à un an), tente de développer une défense territoriale et la société civile a entamé un programme de formation aux soins d'urgence, de sécurité et de première résistance. Taïwan est face à une question existentielle, mais la géographie et la situation unique de l'île compliquent toute attaque ou opération de débarquement.

« La guerre n'est pas une option » : que signifie cette phrase prononcée par la présidente de Taïwan, à l'occasion du septième anniversaire du début de son mandat ? À quelques mois des élections présidentielles, c'est son vice-président, William Lai, qui a été choisi comme candidat pour le Parti démocrate progressiste au pouvoir. Si pour Tsai Ing-wen, « la guerre n'est pas une option », lui qu'en pense-t-il ?

C'est d'abord une réponse aux faucons, parfois américains ou chinois, qui prédisent un conflit inéluctable et échafaudent des scénarios de guerre en pariant sur 2027 – centenaire de l'APL- ou



2049 – centenaire de la fondation de la République populaire -. Tout en modernisant son armée et en révisant sa stratégie de défense, Tsai Ing-wen indique également qu'elle refuse de se projeter dans l'hypothèse funeste d'un conflit. La présidente, tout comme la majorité des Taïwanais, sait pertinemment qu'une guerre dans le détroit serait dévastatrice dans des proportions et avec des conséquences – notamment économiques – bien plus importantes que l'invasion de l'Ukraine. Ce serait une calamité en vies et en destructions matérielles pour la Chine et Taiwan, et plus largement pour le monde entier. Les États-Unis se porteraient au secours de Taiwan et, très vraisemblablement, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie entreraient en guerre aux côtés de Washington. Ce serait le scénario d'une nouvelle conflagration mondiale. William Lai, le candidat du PDP à la présidentielle de janvier prochain, a clairement indiqué qu'il s'inscrivait dans les pas de Tsai Ing-wen. Cette élection de 2024 est bien plus qu'une simple compétition électorale. C'est l'occasion de débattre du sort de Taïwan, de sa relation avec la Chine et d'un rapport de force qui menace l'ordre international et appelle à une mobilisation des démocraties.

La Cour des comptes s'inquiète de la capacité du Service de santé des Armées à assurer ses missions

Ces dernières années, plusieurs rapports du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Haut comité d'évaluation de la condition militaire [HCEM] ont tiré la sonnette d'alarme sur la situation du Service de santé des Armées [SSA], après les réformes dont il venait de faire l'objet. Réformes qui ont conduit à mutualiser ses écoles [avec la disparition, notamment, de « Santé navale » à Bordeaux], à réduire, au-delà du raisonnable, ses effectifs et la « différenciation » entre hôpitaux d'instruction des armées [HIA] qui ne devaient pas être dissous.

Les difficultés commencèrent à poindre en 2015, quand il fut décidé de revoir à la hausse le format des armées, et en particulier celui de la Force opérationnelle terrestre [FOT] de l'armée de Terre [+11'000 soldats, ndr]. Pour autant, il n'était alors pas question d'une remontée en puissance du SSA, afin de lui permettre de faire face à l'accroissement de sa charge de travail... D'autant plus que, dans le même temps, l'activité opérationnelle était intense [avec Barkhane, Chammal, déploiements du groupe aéronaval, etc.]. D'où les taux de « projection » très élevés des médecins, infirmiers et autres personnels soignants alors observés...

« Ce sont les personnels déjà sur-engagés du SSA qui ont dû faire face, avec un taux de projection des équipes médicales de 106 % et de 200 % pour les équipes chirurgicales », avait souligné un rapport du Sénat, en juin 2020, lequel avait décrit un service « proche du point de rupture ».

Certes, des mesures ont été prises par le ministère des Armées afin de soulager le SSA, dont, notamment, la fin de la déflation de ses effectifs. Cependant, comme il faut du temps pour former un médecin ou un infirmier, elles prendront du temps à produire leurs effets... Si elles en produisent...

Car, sur ce point, la Cour des comptes a des doutes. « Le panorama des ressources humaines du SSA est inquiétant. [Il] doit impérativement trouver de nouveaux leviers de gestion des ressources humaines sous peine de ne plus pouvoir disposer à l'avenir du personnel qualifié nécessaire à l'accomplissement de ses missions », écrit-elle dans un rapport rendu public ce 2 octobre.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Au passage, la Cour a épinglé les changements de pied fréquents de la Direction centrale du SSA.

« Depuis 2014, à l'initiative de chacun de ses directeurs centraux successifs, le SSA a connu trois réorganisations de son administration centrale et de ses composantes, ce qui représente un rythme élevé », note d'abord la Cour des comptes. Et d'ajouter : « Consommatrices de ressources, [ces] fréquentes réorganisations [...] ont sans doute permis de corriger des défauts de celle que chacune d'elles remplaçait. Pour autant, quelle que soit leur efficacité intrinsèque, elles ne sont pas en mesure de résoudre, et pour cause, les problèmes posés par l'absence de maîtrise, par le SSA, des leviers essentiels à l'exercice de ses missions ».

S'agissant des effectifs du SSA, le rapport note que ceux-ci ont connu une baisse sensible [-1500 postes] entre 2010 et 2017. Du moins officiellement... Car dans les faits, la déflation a été beaucoup plus importante. Ces données « doivent être corrigées par un effet de périmètre ayant consisté à rattacher à l'employeur SSA, en 2011 des militaires du rang, auxiliaires sanitaires des armées de Terre et de l'Air et de l'Espace, sans quoi la baisse pourrait être estimée à 2271 agents, soit 14,3 %, ce qui était d'ailleurs l'objectif assigné par 'SSA 2020' dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques [RGPP] », explique la Cour des comptes.

Dans le même temps, les créations de postes n'ont pas suivi, malgré les annonces faites en 2020. « La Loi de programmation militaire 2019-2025 et ses ajustements annuels successifs ont conduit à prévoir une remontée de l'effectif théorique 2025 du service de 204 équivalents temps plein. Mais cette perspective doit encore se concrétiser dans un contexte de tension sur les ressources humaines dans le monde de la santé », avancent les magistrats de la rue Cambon.

« Fin 2021, les effectifs réels du SSA tous gestionnaires et tous statuts confondus, sont inférieurs à leur niveau de 2016 et la part des personnels civils est passée de 30,4 % à 32,2 %. Encore faut-il relever que parmi ces personnels dits permanents figurent des contractuels et vacataires dont la rémunération est assise sur des emplois statutaires non pourvus », relèvent-ils encore, avant d'expliquer cette situation par un « problème d'attractivité » venu s'ajouter aux « déflations passées ».

Pour pallier ce problème, le SSA a de plus en plus recours aux réservistes, qui constituent « pour lui un réel 'ballon d'oxygène' ». Selon le rapport, « entre 2018 et 2021, le nombre des réservistes a cru de 25 %, passant de 3190 à 4077 ». Et « comme il a dépassé le plafond autorisé qui prévoit 3346 postes, cet effectif réalisé de 4077 réservistes a fait l'objet d'un accord ad hoc de l'État-major des armées », précise-t-il.

Par ailleurs, le SSA fait aussi appel à des agents contractuels civils. Ainsi, rien qu'à l'HIA Percy, ils étaient seulement cinq en 2016... Et ils sont désormais 117.

Pour autant, cela ne règle pas les problèmes d'attractivité et de fidélisation. Ceux-ci sont d'ailleurs « perceptibles dès les écoles de formation initiale, ce qui hypothèque la remontée en puissance du service », avance le rapport.

« Ainsi, entre 2018 et 2022, les candidatures à l'École de santé des armées ont diminué de 12 %, [celles] à l'École du personnel paramédical des armées ayant baissé de 54 % durant la même



période – cette tendance étant sans doute pour partie imputable à l'augmentation des places offertes dans le système de santé civil sur la même période. L'on n'en doit pas moins noter qu'en sus de cette évolution, l'École de santé des armées a connu, sur les dernières promotions, un taux d'attrition en cours de scolarité de 30 % à 40 % de ses étudiants », relève la Cour des comptes, qui souligne aussi le manque d'encadrement dans ces établissements.

À noter qu'un élève de l'École de santé des armées qui décide de dénoncer son contrat doit rembourser ses frais de scolarité, soit 8500 euros pour la première année et 20000 euros/an pour les suivantes.

Pour tenter de corriger le tir, la Cour des comptes formule trois recommandations, en plus des mesures prises pour améliorer l'attractivité [en particulier au niveau financier] : expérimenter la déconcentration du recrutement de certaines catégories de contractuels soignants au niveau des établissements, finaliser rapidement la réalisation de la feuille de route de la transformation des ressources humaines du SSA et assurer, en effectifs et en qualité, le niveau d'encadrement requis au sein des écoles militaires de santé. Reste à voir si elles seront appliquées et, surtout, efficaces...
opex360.com

L'armée de Terre va créer un bataillon de « réservistes du renseignement »

ven. 13 oct. à 09:36

Si elle a été obligée de prendre des mesures pour relancer son recrutement, qui a connu un creux en 2023, avec 2000 à 2500 postes non pourvus, l'armée de Terre n'a visiblement pas d'inquiétude sur sa capacité à trouver pas moins de 2000 réservistes supplémentaires en 2024. En tout cas, c'est l'impression donnée par le général Schill, son chef d'état-major [CEMAT], lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 11 octobre.

Pour rappel, la Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30 prévoit de doubler le format de la réserve opérationnelle, avec l'objectif de disposer de 105'000 réservistes à l'horizon 2035, ce qui donnera un ration d'un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active.

Pour l'armée de Terre, cela se traduira par la nécessité de porter le nombre de ses réservistes à environ 50'000 [contre 24'000 actuellement]. Ce qui lui permettra, dans le cadre de son programme « Terre de réserves », de développer une « réserve de compétences », une « réserve territoriale » et une « réserve de combat ».

Pour le moment, le 24e Régiment d'Infanterie [RI], établi à Vincennes, est le seul de l'armée de Terre à ne compter que des réservistes dans ses rangs [hormis une vingtaine de militaires d'active pour l'encadrement]. En 2024, il est question de le placer sous les ordres du Gouverneur militaire de Paris. Selon le général Schill, cette mesure marquera le début d'une « territorialisation plus



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

importante à l'avenir » de la réserve, d'autres régiments étant susceptibles d'être créés sur le modèle du 24e RI dans d'autres villes, avec la mission de « contribuer à la sécurité générale ».

Dans le même temps, a indiqué le CEMAT, il s'agira aussi d'expérimenter « l'implication beaucoup plus étroite des réservistes » dans les régiments. L'idée, a-t-il développé ensuite, est d'insérer des réservistes dans les escadrons ou les compagnies de ces unités d'active.

Quant aux 2000 réservistes que l'armée de Terre s'attend à recruter en 2024, ils seront, pour la plupart, répartis au sein de six bataillons, créés « en réorganisant et en densifiant les unités de réserve que nous avons déjà dans nos six brigades interarmes », a précisé le général Schill. Et il en sera fait de même en 2025, avec, cette fois, les brigades d'appui. Mais l'accent sera surtout mis sur la « réserve de compétences », avec, selon le CEMAT, la « montée en gamme des états-majors, y compris et surtout des états-majors opérationnels ».

« Le Commandement des forces terrestres a donné l'ordre à ses états-major de recruter de manière importante, d'intéresser et de former des réservistes de façon à aller vers cette notion d'un réserviste pour un membre d'active », a dit le général Schill. Ce qui, sauf lapsus, va au-delà du ratio défini dans la LPM 2024-30. Les états-majors « doivent pouvoir compter sur des réservistes pour remplir leurs missions de guerre dans la dimension maximale, y compris pour les exercices », a-t-il justifié.

Cette « réserve de compétences » concerne aussi les « réservistes spécialistes de l'industrie », les premiers ayant été recrutés lors du Forum entreprises défense [FED], la semaine passée.

Par ailleurs, le CEMAT a également évoqué la création, en 2024, d'un « bataillon de réservistes du renseignement »... Ce qui, sauf à faire appel à d'anciens militaires, supposera un effort conséquent en matière de formation... On ne s'improvise pas expert en imagerie ou analyste d'écoute du jour au lendemain. Il faut ainsi cinq mois pour faire d'un sergent sorti de l'ENSOA de Saint-Maixent un analyste « images ». Soit pratiquement autant pour un éclaireur.

Ce bataillon aura « pour vocation de renforcer la Brigade de renseignement [BRENS] dans son métier et de servir de réservoir dans le domaine du renseignement pour l'ensemble de l'armée de Terre », a conclu le général Schill.

opex360.com

Près de 20 000 militaires de l'armée de Terre potentiellement concernés par les JOP 2024

« Le travail est en cours », mais l'armée de Terre pourrait mobiliser jusqu'à 20 000 de ses militaires pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, indiquait la semaine dernière son chef d'état-major, le général Pierre Schill.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

De 10 000 toutes armées confondues en début d'année, le contingent de militaires potentiellement mis à disposition pour garantir le bon déroulement des JOP 2024 a depuis doublé. « Probablement » près de 20 000 soldats sont concernés « d'une façon ou d'une autre » pour la seule armée de Terre, relève le général Schill.

Le rendez-vous sportif sera « un temps majeur pour notre pays et il est clair que l'armée de Terre sera là », annonce le CEMAT. Elle sera dans les stades avec l'armée des champions. « Un tiers des médailles des jeux paralympiques précédents avaient été gagnées par des membres des armées », rappelle-t-il. Elle participera également aux événements préparatoires comme le parcours de la flamme olympique et organisera « un certain nombre de manifestations sportives ».

Mais l'essentiel de sa contribution relève bien de la protection des sites et des foules. Selon son chef d'état-major, l'armée de Terre sera surtout présente dans les deux centres névralgiques que sont Paris et Marseille, mais aussi en Polynésie française. Elle sera par ailleurs particulièrement mise à profit pour les moments clefs, telle que « la sécurité du port de départ de la parade fluviale lors de la cérémonie d'ouverture », indiquait le CEMAT dès le mois de mai.

Si la formule « n'est pas complètement arrêtée », l'implication sera en tout cas « très importante en volume ». Un engagement calibré pour pallier aux carences du secteur privé, supposé déployer de 17 000 à 22 000 agents par jour sur toute la durée de la compétition. Une équation jugée « intenable » ou « impossible » depuis plusieurs mois au vu des déficits de main d'oeuvre vécus par la filière.

L'heure est donc à l'anticipation informelle pour éviter l'embarras vécu à plusieurs reprises en outre-Manche. Quelque 4700 militaires britanniques avaient été appelés en urgence lors des JO de 2012 à Londres pour compenser l'incapacité de la société G4S à fournir les effectifs suffisants. « D'autre part, et même dans l'hypothèse où tous les personnels nécessaires seraient effectivement recrutés et fidélisés, le risque d'absentéisme le jour J est réel, ainsi que l'a montré l'exemple des Jeux du Commonwealth qui se sont tenus à Birmingham à l'été 2022 et lors duquel le taux d'absentéisme (no-show) a été, selon le COJOP, de 20% », rappelait la Cour des comptes dans un rapport publié cet été.

« Des décisions devront être prises au plus tard en octobre 2023 pour en assurer une planification rigoureuse, articulée avec le calendrier de passation des marchés de sécurité du COJOP, dont les premiers résultats ont confirmé les difficultés de la filière », relevait la Cour de comptes. Si un conseil interministériel consacré à la sécurité de l'événement est programmé pour le 20 octobre, l'officialisation d'un recours aux armées devra néanmoins attendre, déclarait le ministère de l'Intérieur jeudi dernier au Monde.

Entre cet appui occasionnel, la poursuite de l'activité opérationnelle et les missions ponctuelles et mémorielles tels que l'opération de lutte contre les feux de forêt Héphaïstos ou les 80 ans du débarquement de Provence, l'engagement de l'armée de Terre sur le territoire national sera alors « extrêmement important ». « Il y aura 35 000 à 40 000 soldats de l'armée de Terre déployés à ce moment-là » en France et ailleurs, estime son commandant.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Pour affronter ce pic d'activité dans une période traditionnellement dévolue au repos et aux mutations, l'armée de Terre pourra entre autres compter sur son vivier de 24 000 réservistes. Entre ceux-ci et l'active, « c'est un équilibre qu'il faudra que l'on établisse unité par unité en fonction des unités déployées ». Une chose est certaine : tous sont appelés à se rendre disponible l'été prochain, demande le général Schill.

forcesoperations.com